RÉSISTANCES

LE JOURNAL DU REFUS DE LA MISÈRE

La justice sociale et la justice environnementale sont des combats indissociables. Comme pour un vélo qui a besoin de ses deux roues pour avancer, l'une ne va pas sans l'autre. Elles participent à un même mouvement en faveur d'une société plus juste et sans pauvreté, où chacun a sa place dans un environnement sain.

C'est sur ce thème que nous organisons la Journée mondiale du refus de la misère le 17 octobre 2020, avec comme symbole, le vélo, rejoints par des mouvements pour le climat.

On l'a vu avec la crise de la COVID-19 : nous ne sommes pas égaux devant la pandémie. Nous ne le sommes pas plus devant les changements climatiques et la transition écologique. Les personnes en situation de grande pauvreté ont durement vécu le confinement dans des logements souvent trop petits et parfois insalubres. Les limitations de déplacements les ont obligées à se fournir dans des magasins de proximité, beaucoup plus chers. Cet hiver, pour celles qui ont un toit, la facture de chauffage sera aussi proportionnellement plus élevée que celle des ménages vivant dans des logements mieux isolés, alors que cela

va contre l'intérêt collectif social et environnemental. Les conséquences des changements climatiques sur la santé et le cadre de vie sont de même accentuées pour les catégories plus fragiles.

Pour bâtir un monde de justice sociale et environnementale, nous connaissons les priorités. Parmi elles, assurer à tous et toutes un logement décent où chacun a son espace de vie, assurer un emploi digne en ces temps de chômage massif qui accroît la pauvreté. La transition écologique et le lien social en sont pourvoyeurs comme le montre l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée. Garantir des services publics de qualité - les plus fragiles sont les premiers touchés par leur défaillance. Lutter pour les droits de tous et pour la préservation de l'environnement, c'est lutter contre un système qui exploite l'humain et les écosystèmes. Prendre soin des humains, c'est prendre soin de la planète.

Tous ensemble, nous sommes décidés à agir, à transformer la société en partant de l'expérience et du savoir des plus pauvres, ces « invisibles » qui résistent et qui prendront la parole le 17 octobre pour qu'enfin on les entende.

LES SIGNATAIRES

Patrick Raymond, président de l'Action catholique des enfants, Philippe Guérand, président d'Advocacy France, Nathalie Ménard, présidente de l'Afey, Rose Join-Lambert, présidente de l'AGSAS, Pauline Boyer, porte-parole d'Alternatiba et ANV-COP21, Cécile Coudriou, présidente d'Amnesty International France, Gilles Demarquet, président national de l'Apel, Jean-Marc Sauvé, vice-président honoraire du Conseil d'État et président d'Apprentis d'Auteuil, Marie-Aleth Gard, présidente d'ATD Quart Monde, Stéphanie Andrieux, présidente de Benenova, Lisa Cimino, chargée de développement territorial chez Bleu Blanc Zèbre, Marylise Léon, secrétaire générale adjointe de la CFDT, Josiane Bigot, présidente de la Cnape, Paul Israel, président du Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs et les précaires, Henry Masson, président de la Cimade, Dominique de Vivès et Jean-François Hivert, co-présidents de Chrétiens dans le monde rural, Jean-Marie Burguburu, président de la CNCDH, Pierre Esclafit, président des Éclaireuses Éclaireurs de France, Jean-François Maruszczak, directeur général d'Emmaüs France, Ruvie Gambia, président d'Engagé.e.s et Déterminé.e.s, Louis Gallois, président de la Fédération des acteurs de la solidarité, Germain Bertrand, président de la Fédération départementale Familles de France d'Ille-et-Vilaine, Jean-Marc Delaunay, coordinateur du Festival des Solidarités, Irène Pequerul, déléguée générale des Francas, Thierry Le Roy, président de France terre d'asile, Benoit Teste, secrétaire général de la FSU, Bernard Devert, président du Mouvement Habitat et Humanisme, Catherine Chabrun, chargée de mission Relations extérieures et partenariats à l'ICEM Pédagogie Freinet, François Salomé, président national de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Laëticia Chica et Matthieu Grassi, chargés de projets pour La Case, Margaux Gaillard, déléguée générale de La Cloche, Malik Salemkour, président de la Ligue des droits de l'Homme, Patrick Hubert, porte-parole du MAN, Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France, Pierre Guilhaume et Jacky Richard, coordinateurs du Pacte civique, Marie Gillet, membre du collectif Pour un réveil écologique, Jean-Loup Cartier, président de 82-4000 Solidaires, Marcel Rémon, directeur de la Revue Projet, Marie Mullet, présidente des Scouts et Guides de France, Véronique Fayet, présidente nationale du Secours Catholique-Caritas France, Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT, Guislaine David, co-secrétaire générale et porte-parole du SNUipp-FSU, Saphia Ait-Ouarabi, vice-présidente de SOS Racisme, Marie-Andrée Blanc, présidente de l'Unaf, Collégiale UNAPP, Patrick Doutréigne, président de l'Uniojss

« L'ASPECT SOCIAL EST UN DES PILIERS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE »

Séphora, volontaire chez Unis-Cité, témoigne de sa mission « Environnement et solidarité » à Grigny, dans l'Essonne.

Recréer du lien social entre les gens, intervenir auprès des demandeurs d'asile et en même temps sensibiliser aux écogestes. Telle est la mission de Séphora, 23 ans, volontaire en service civique au sein de l'association Unis-Cité, missionnée par Bleu Blanc Zèbre dans la ville de Grigny, dans l'Essonne. Diplômée depuis peu d'un master biodiversité, écologie, évolution, la jeune fille, en équipe avec les autres volontaires de sa promotion de service civique, a mis en place des jardins pédagogiques dans toutes les écoles primaires de Grigny, afin d'éveiller les enfants à l'environnement et aux problématiques écologiques. « Nous participons aussi à des forums sur le parvis de la Gare de Grigny. Par exemple, nous avons mis en place un stand où nous avons pu expliquer à la population ce que devient un déchet grâce au recyclage et comment lui donner une seconde vie... Nous avons aussi travaillé avec les maisons de quartier, en allant à la rencontre d'habitants », explique-t-elle.

DES QUESTIONS AU CENTRE DE NOTRE QUOTIDIEN

Grâce à ces actions, le regard de Séphora a évolué sur les questions écologiques. « Dans notre imaginaire, on a tendance à se dire qu'on n'est pas tous sensibilisés de la même façon, mais je pense que si. Ça ne dépend pas tellement du milieu dans lequel nous vivons, ni du statut social, mais ce sont des questions qui sont au centre de notre quotidien. Et les gens les plus sensibilisés ne sont pas forcément ceux qu'on croit », constate-t-elle. Parmi les habitants rencontrés à Grigny, beaucoup ont ainsi conscience que « les éco-gestes et les comportements écoresponsables permettent de faire des économies d'énergie, d'eau, de lumière, d'argent ». Séphora a notamment été heureuse de constater que certains enfants des écoles de la ville cultivaient déjà des légumes chez eux. « Je ne pense pas que ce soit un frein économique, car même si nous ne pouvons pas acheter bio, on peut acheter de saison, ce sera moins cher et meilleur pour la santé. Il en est de même pour le tri sélectif ou la gestion des déchets : ça ne coûte pas plus cher ! Et c'est surtout sur ces aspects-là qu'il faut réussir à sensibiliser. »

APPROCHE LUDIQUE ET PÉDAGOGIQUE

Suite à son expérience sur le terrain, Séphora souligne que, pour faire changer les choses, « l'aspect social est un des piliers du développement durable ». Elle préconise également « une approche ludique : il faut mettre en place des ateliers pour faire participer les habitants et les impliquer au maximum. Nous avons développé des quiz pour les motiver et faire en sorte qu'ils repartent avec quelque chose (recettes, terrariums etc..) ». Elle prône enfin « l'aspect pédagogique : utiliser des mots qui parlent à tout le monde, parler de sujets simples et concrets. Par exemple, apporter de la nourriture pour sensibiliser à ces questions là, ça marche toujours, c'est universel et ça rassemble ». Séphora en est désormais certaine, il faut « un travail de sensibilisation, de communication, pour que ces questions arrivent au centre de notre quotidien et pour que ça marche ». **BLEU BLANC ZÈBRE**

LA FERME URBAINE DE LILLE 3000, LE JARDINAGE POUR TOUS ET PAR TOUS

Le programme *Les Clochettes*, développé par l'association La Cloche, permet à des initiatives urbaines, citoyennes et éco-responsables de voir le jour. Parmi elles, le projet de la ferme urbaine de Lille 3000.

« La ferme urbaine de Lille 3000 est née sur un terrain de la municipalité de Lille, qui est une ancienne gare de marchandises. On est ouvert à la fois pour un public individuel, mais aussi aux associations, aux écoles », explique Céline, référente de la ferme urbaine. Ce grand potager hors sol regroupe, chaque jour, des habitants, avec ou sans domicile. « L'idée, c'est qu'il y ait plein de personnes différentes, issues de milieux différents, qui habitent dans tous les quartiers environnants, puisqu'on est vraiment au cœur de Lille », explique-t-elle. Dans une approche de « faire-ensemble », le jardinage est un prétexte au lien social. Il

permet à tous les citoyens de s'engager localement et de s'impliquer le temps d'une activité. Dans la ferme, chacun est libre de participer et de s'investir dans des projets.

« On n'essaie pas d'avoir le jardin le plus impeccable qui soit. C'est un cheminement de réapprendre par soi-même des choses, de se sentir impliqué dans un projet. On est avec d'autres personnes, donc c'est aussi du vivre-ensemble », poursuit la référente.

UN « PETIT CŒUR VERT »

Ces moments permettent de partager une activité agréable, mais aussi de se donner des conseils et de se sentir revalorisé. Les

personnes participent à l'embellissement de la ville, mais peuvent aussi profiter de ce moment pour se retrouver avec elles-mêmes. « Le jardinage devient un prétexte pour prendre soin de soi, mais aussi prendre soin d'autre chose que de soi, une plante ou une personne du voisinage. On est devenu un 'petit cœur' vert pour favoriser les rencontres. » Ces espaces ouverts à tous permettent à chacun de s'engager dans la protection de l'environnement. À travers *Les Clochettes*, nous pouvons, tous ensemble, mettre notre pierre à l'édifice et contribuer à la création d'un monde solidaire, engagé et inclusif. **LA CLOCHE**

SÉJOURS AU VERT POUR DES JEUNES DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Bilan très positif des séjours de rupture dans le Vexin. Un avis partagé par les responsables de l'Aide Sociale à l'Enfance comme par l'équipe du Centre d'activités de Jambville, propriété des Scouts et Guides de France.

© NICOLAS DUPREY/CD 78

Tout a démarré concrètement le 6 avril dernier avec l'arrivée du premier groupe de jeunes issus d'un foyer de Mantes-la-Jolie. Mines renfrognées de ces ados découvrant cette vaste propriété des Scouts et Guides de France, au cœur du parc naturel du Vexin français : « *Quoi ? Pas de télé !* » À la première balade, les sourires sont apparus sur les visages. Et trois jours plus tard, les mêmes tentaient de négocier la prolongation de leur séjour... Puis, au moment du départ ils se sont promis de revenir camper à Jambville, dès que possible.

UN QUOTIDIEN BIEN RYTHMÉ

Depuis, une quarantaine de jeunes de 13 à 18 ans, venant de cinq structures différentes des départements 78 et 92, ont bénéficié de ces séjours de rupture. Une pause rendue vraiment nécessaire par le confinement, qui a engendré bien souvent des situations explosives au cœur des structures accueillantes de l'Aide sociale à l'enfance.

À leur arrivée, les jeunes sont accueillis par le directeur, l'occasion de bien clarifier les règles de vie comme de distanciation physique. Puis ils s'installent et chacun fait son lit. La semaine s'écoule vite avec les activités prévues et encadrées par leurs éducateurs et celles initiées par le Centre. Au moment du départ, les adieux sont parfois compliqués... Puis vient le temps des équipes de désinfection envoyées par le département avant l'arrivée du groupe suivant.

LA NATURE AU CŒUR DES ACTIVITÉS

Chaque groupe est encadré par ses propres éducateurs, visiblement aussi heureux d'être là. « *Ce sont un peu des vacances pour nos jeunes, on a moins besoin d'être sur leur*

dos. C'est sympa de les voir découvrir la nature ». Sport, balades, découverte de la nature en autonomie, écoute des oiseaux constituent le quotidien. Des vélos sont aussi mis à disposition et n'ont pas le temps de refroidir !

À chaque séjour, les animateurs du Centre ont su organiser des activités qui ont fait l'unanimité parmi les ados : constructions, découverte des abeilles et processus de fabrication du miel, repas trappeur, avec chamallows grillés bien sûr. Le succès était au rendez-vous à chaque fois, pour tous les âges.

POUR SUIVRE CET ENGAGEMENT

« *Répondre à l'appel du département était une évidence pour nous. Cela correspond parfaitement à nos valeurs d'éducation et de nature, et cela fait plaisir de se sentir ainsi utiles* », explique Martin Viennot, directeur du Centre, avant d'ajouter : « *Nous ne demandons qu'à poursuivre cette belle expérience.* » **BRIGITTE VIENNOT, SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE**

LES CAMPS CLIMAT RÉGIONAUX, UN TEMPS DE RENCONTRE ET DE FORMATION

Pour s'adapter au contexte sanitaire, Alternatiba, les Amis de la Terre et Action Non-Violente-COP21 ont organisé au cours de l'été 2020 des Camps climat régionaux pour stimuler encore l'organisation des citoyennes et citoyens face à l'urgence climatique et sociale.

« *Les efforts de la France sont nettement insuffisants et n'ont pas produit les résultats attendus* ». Ce sont les mots prononcés en juin 2019 par le Haut Conseil pour le Climat qui en appelle à un changement structurel. Les mises en garde à répétition des scientifiques font grandir les mobilisations citoyennes qui se massifient et s'organisent de plus en plus. C'est dans cette démarche qu'Alternatiba, les Amis de la Terre et Action Non-Violente COP21 s'inscrivent en organisant pour la quatrième fois le projet du Camp climat. Après l'édition 2019 ayant accueilli plus de

1000 participants à Kingersheim, l'événement a été adapté aux conditions sanitaires actuelles avec un nouveau pari : les Camps climat régionaux ! Pas moins de 19 événements répartis sur tout le territoire et organisés par les collectifs locaux des trois mouvements ont eu lieu entre juillet et septembre.

DES REVENDEICATIONS ÉCO-SOCIALES

Ce nouveau format a permis de rassembler et de former près de 2000 personnes au cours de l'été. Des militants expérimentés

aux simples curieux, les programmes de formations ont été construits afin d'apporter à chacun, en fonction de ses envies, des informations et des compétences pour mieux s'engager en collectif et être davantage outillé lors des prochaines mobilisations. Cette année, toujours dans l'idée de massifier en diversifiant la participation au mouvement climat, des formations au « *community organizing* », basées sur la méthode de Saul Alinsky, sociologue américain, ont été données sur certains Camps climat. L'objectif est d'entamer un travail de fond en lien avec les quartiers populaires, pour pouvoir porter

© NATHAN DESRUMAUX

ensemble des revendications éco-sociales dans les années à venir.

Ces temps de rencontre et de formation sont destinés à accélérer les mobilisations face à l'urgence climatique et sociale et à se préparer aux temps forts du mouvement climat au cours des prochains mois. **NATHAN DESRUMAUX, ALTERNATIBA ANV-COP21**

ET AUSSI...

Retrouvez tout au long du mois d'octobre d'autres articles sur la

justice sociale et environnementale sur le site WWW.ATD-QUARTMONDE.FR

Pour commander les outils de mobilisation du 17 octobre 2020, comme l'affiche ou le kit pédagogique,

rendez-vous sur le site WWW.ATD-QUARTMONDE.FR/AGIR-ENSEMBLE-POUR-GAGNER-LA-JUSTICE-SOCIALE-ET-ENVIRONNEMENTALE-POUR-TOUS/ ou écrire à COLLECTIF.FRANCE@OCT17.ORG

Pour continuer la réflexion, rejoignez le Réseau Wresinski Écologie et Grande pauvreté d'ATD Quart Monde.

DES VACANCES AU RYTHME DE LA NATURE, DES RENCONTRES ET DU PARTAGE

Dix-sept jeunes membres d'ATD Quart Monde de Franche-Comté ont eu la chance de passer un week-end en juin à La Bise, la Maison de vacances familiales du Mouvement.

Pas d'activité de karting, pas de Playstation ou d'ordinateur à disposition, mais un cadre idyllique, au cœur de la campagne franc-comtoise. La nature et l'écologie sont au cœur du fonctionnement de la Maison de vacances familiales de La Bise, qui permet à des personnes qui ne sont jamais parties en vacances d'expérimenter diverses activités parmi lesquelles la pêche, la taille des arbres, le travail du bois ou les balades dans la nature environnante. Pendant deux jours, ces 17 jeunes ont été sensibilisés à la démarche écologique de Linda et Sylvain, volontaires permanents responsables de cette maison. Au détour d'une cueillette de cerises ou d'une discussion dans le jardin, tous ont pu découvrir qu'écologie rime avec partage. Ainsi, en cas de besoin, des voisins et amis de La Bise

prêtent leur tronçonneuse, tandis que l'atelier de la maison où l'on travaille le bois est mis à disposition de chacun.

VIVRE « COMME UNE GRANDE FAMILLE »

Les vacances à la Bise, ce sont « *les vacances de l'avenir, de la rencontre* », explique Linda. « *Les produits utilisés pour la cuisine sont au maximum faits maison, locaux et de saison. Les poules mangent la majorité des déchets et fournissent des œufs. Un système de récupération d'eau est en train d'être mis en place. Des lapins émerveillent les enfants.* » Un espace de liberté, de réussite, de fierté, sans jugement. Pour les jeunes accueillis ici, La Bise est un lieu qui permet de vivre « *comme une grande famille* », favorisant le vivre-ensemble, où chacun a sa place. C'est l'occasion de se connaître, de se découvrir ou parfois de se

redécouvrir, et de se rapprocher de la nature, souvent éloignée du quotidien des vacanciers.

Monter sur un âne, se promener en charrette, semer des graines ou travailler le bois, autant d'activités expérimentées par les jeunes souvent pour la première fois ici. Pour eux, il s'agit d'une parenthèse au cœur de laquelle se trouve l'échange plutôt que la consommation matérielle. Rien n'est imposé et tout est partagé. Chacun peut ainsi goûter à des petits moments aussi simples qu'essentiels, et s'émerveiller notamment des splendeurs de la nature alentour. Les personnes les plus démunies montrent ainsi qu'elles peuvent être actrices de ce combat pour l'écologie... si on le leur permet. **MAËLYS GARCIA, COORDINATRICE DE LA DYNAMIQUE JEUNESSE D'ATD QUART MONDE**

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE NE SE FERA PAS SANS JUSTICE SOCIALE

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente organise régulièrement des « *débats de la non-violence* » un peu partout en France. En janvier dernier, c'était à Nancy, dans un nouveau lieu, La Cantoche.

Ce soir-là, 30 personnes de toutes générations sont présentes dans la salle du bar-restaurant associatif bio, local et solidaire. Il est question de l'articulation entre justice sociale et transition écologique. Très rapidement, on entend dans le débat « *Fin du monde, fin du mois, même combat!* ». Ce slogan, qui résume sans doute l'enjeu le plus crucial de notre siècle, fut prononcé à de nombreuses reprises au moment des manifestations des Gilets jaunes, fin 2018, en France. Il exprimait ce qui semblait alors être un défi : réduire les inégalités croissantes tout en préservant l'habitabilité de notre planète. Pour beaucoup de participants au débat, ces deux enjeux sont

considérés comme indissociables. La justice sociale est le moteur de la transition écologique, laquelle devient aussi un outil de réduction des inégalités. « *Mais comment, concrètement, faire vivre cette affirmation quand une partie de la population se sent dépossédée des éléments essentiels pour une vie digne que sont le travail, l'alimentation de bonne qualité, la santé, l'éducation ?* »

LES PLUS PAUVRES S'INTÉRESSENT AUSSI À L'ÉCOLOGIE !

Une membre d'ATD Quart Monde prend alors la parole pour dire que les plus pauvres

sont sensibilisés à l'écologie, car ce sont eux qui sont les plus exposés à la hausse des températures, à la pollution et à la dégradation de la qualité de l'air. Les personnes confrontées à la précarité sont au quotidien souvent « *plus écolos que les écolos!* » Elles mettent en œuvre des pratiques qui font durer les objets pour les remettre en état et les réutiliser, alors que la société de consommation pousse à jeter. « *Ce sont les riches qui polluent le plus, pas les pauvres* », conclut-elle. Certains participants mettent également en exergue la nécessité d'élargir le débat au niveau mondial. Ils constatent que les inégalités explosent entre les pays, avec leur lot de pauvreté et de migrations forcées, et les populations démunies sont

les premières victimes des atteintes environnementales.

DES PISTES D'ESPOIR

Après un débat très riche, plusieurs pistes d'espoir ont été exprimées. Elles passent notamment par la réappropriation de l'espace du politique par les citoyennes et citoyens de façon à édifier un monde plus juste et plus durable. Le « *Pacte pour la transition* », signé par de nombreuses organisations, dont le MAN, et par des milliers d'individus, a précisément pour ambition d'engager des mobilisations à l'échelle des territoires. **DENYS CROLOTTE, MAN**

© THE FLOWER THROWER, BANKSY

Ce numéro de Résistances a été coordonné par ATD Quart Monde, organisation non gouvernementale sans affiliation religieuse ou politique qui agit pour éradiquer la grande pauvreté. Il est publié à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère du 17 octobre 2020 avec les partenaires suivants :